



Montreuil, le 19 décembre 2019

Mme Muriel PENICAUD
Ministre du Travail
Courriel : sec.ministre.travail@cab.travail.gouv.fr

M. Gérald DARMANIN
Ministre de l'Action et des Comptes publics
Courriel : sp.macp@cabinets.finances.gouv.fr

M. Olivier DUSSOPT
Secrétaire d'État chargé de la Fonction publique
Courriel : sp.semaccp@cabinets.finances.gouv.fr

N/Réf : NP/AM
N°321 _ 20191219

Objet : Préavis de grève de 0 h à 24 h pour les journées des 6 janvier 2020 au 6 février 2020

Madame et Messieurs les Ministres,

Depuis le 5 décembre dernier, un fort mouvement de grèves et de manifestations réunit des centaines de milliers de salariés notamment dans notre champ professionnel.

Cette mobilisation est volontairement niée s'agissant de la fonction publique territoriale avec la communication de taux de grévistes ridiculement bas alors que le recensement de tels taux dans les collectivités ne peut se faire à l'heure où le gouvernement communique. Cela dénote d'une volonté de tendre une fois de plus les relations sociales entre le gouvernement et personnels de notre champ professionnel.

Liant les revendications locales et nationales, les agents et salariés réunis en assemblées générales se mobilisent régulièrement pour porter une autre réforme des retraites et entendent les porter jusqu'au retrait de ce projet.

La Fédération CGT des Services publics porte ce projet alternatif et reste déterminée à combattre cette politique antisociale et autoritaire.

Avec les agents et salariés du champ fédéral, nous portons les revendications suivantes :

- La sauvegarde et le développement de notre système de protection sociale et de retraite, et le retrait du projet de système par points voulu par le gouvernement ;
- L'abrogation de la loi dite de « transformation de la Fonction publique » ;
- Le maintien et le développement des libertés syndicales et démocratiques, dont le droit constitutionnel de grève ;
- Le dégel immédiat du point d'indice de la Fonction publique et l'augmentation des salaires du public et du privé sur la base du SMIC à 1 800 €, des pensions et des minimas sociaux ;

... / ...

- L'arrêt des suppressions de postes et fermetures des services publics, la réouverture de services publics et sociaux de proximité pour répondre aux besoins des populations dans une organisation équilibrée et écologiquement responsable des territoires, le réengagement financier de l'État dans le financement des services publics ;
- Le recrutement massif d'emplois statutaires et l'ouverture des postes nécessaires ;
- L'arrêt de tout processus d'augmentation du temps de travail et sa réduction à 32h par semaine ;
- Le rétablissement de l'Impôt Sur la Fortune et une contribution accrue du capital au financement des services publics.

Afin de permettre aux personnels du champ fédéral de se mettre en grève pour porter leurs revendications et de prendre des décisions d'action, la Fédération CGT des Services publics dépose **des préavis de grève de 0 h à 24 h pour les journées suivantes : 6 janvier 2020, 7 janvier 2020, 8 janvier 2020, 9 janvier 2020, 10 janvier 2020, 11 janvier 2020, 12 janvier 2020, 13 janvier 2020, 14 janvier 2020, 15 janvier 2020, 16 janvier 2020, 17 janvier 2020, 18 janvier 2020, 19 janvier 2020, 20 janvier 2020, 21 janvier 2020, 22 janvier 2020, 23 janvier 2020, 24 janvier 2020, 25 janvier 2020, 26 janvier 2020, 27 janvier 2020, 28 janvier 2020, 29 janvier 2020, 30 janvier 2020, 31 janvier 2020, 1^{er} février 2020, 2 février 2020, 3 février 2020, 4 février 2020 et 5 février 2020, 6 février 2020** pour l'ensemble des agents de la Fonction publique territoriale et pour les salariés relevant de la partie privée de notre champ fédéral (entreprises de l'eau et de l'assainissement, thanatologie, secteur privé du logement social).

Notre organisation reste disponible pour toute négociation sur les revendications des personnels.

Nous vous adressons, Madame et Messieurs les Ministres, nos sincères salutations.

Pour la Fédération CGT des Services publics
Natacha POMMET,



Secrétaire générale